

## DEBAT

Présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

### **Landry Signé, président fondateur du Global Network for Africa's Prosperity**

Thank you. I am Landry Signé from the Global Network for Africa's Prosperity. I started a class at Stanford entitled "Emerging Africa", where I identify opportunities in different regions and I teach the students how to seize these opportunities and transform them into results. This was a really fantastic panel with a broad range of experiences, so thank you very much for organizing this panel. I will have a comment, but also a question. First, perhaps one aspect which was overlooked is the Millennium Development Goals and the post-2015 agenda. Africa is the only continent which has not successfully implemented the Millennium Development Goals as the other continents. As we are shifting towards the post-2015 development agenda, what would be the policy options that you may recommend in order to reach a successful implementation of that agenda? The second point is that one of the causes of failure in reaching numerous previous development programs is the inability to mobilize enough financial resources, for example for the new partnership for Africa's development, which was created in 2001. Sixty four billions were expected, average Gross Domestic Product growth of 7% per year successfully implemented goals. When we hear about the programs, those programs were identified by the economists in 1999-2000 in an article entitled "Hopeless Africa". Beyond the good will, how to really successfully implement the right policies in Africa?

### **Marie-Roger Biloa, présidente, The Africa International Media Group**

To whom are you asking your question?

### **Landry Signé, président fondateur du Global Network for Africa's Prosperity**

I think it is a broad question, Mrs Guigou, Mrs Delpame will probably be the most...

### **Elisabeth Guigou, présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale**

Sur le climat, on va voir ce que va donner la conférence de Lima, qui a lieu en ce moment même et qui doit durer jusqu'à la fin de la semaine prochaine. Il faut absolument que des précisions soient apportées dans les engagements qui sont pris par chacun des pays, des collectivités territoriales, des ONG et des entreprises qui participent à la conférence. C'est vrai que nous avons bon espoir, parce que la Chine – peut-être que Monsieur Wu Jianmin en dira un mot tout à l'heure – et les Etats-Unis ont annoncé leur volonté, en vue de la conférence de Paris, de faire des annonces concrètes au début de l'année prochaine. Ce serait évidemment très important, parce que l'effort principal doit venir des pays très développés ou déjà émergés. La deuxième chose : quid des aides données aux pays qui ne sont pas encore arrivés au stade de développement et qui légitimement veulent être aidés dans cet effort ? Pour le Fonds vert, après l'impulsion qui a été donnée à la conférence des Nations Unies à New York le 23 septembre, la France avait annoncé un milliard d'euros, l'Allemagne aussi, nous avons maintenant les 10 milliards que nous nous étions fixés comme objectif. Des pays peuvent encore faire davantage. J'espère, par exemple que le Canada fera plus que les 200 ou 300 millions qui sont annoncés.

Pour le développement, je crois que nous avons déjà dit beaucoup de choses. Il n'y a pas de remède miracle. C'est un ensemble de mesures qui doivent être prises par les Africains eux-mêmes, par chaque pays, car chaque pays est



spécifique. Il faut qu'on arrête nous aussi de regarder l'Afrique trop globalement. Chaque pays a ses spécificités, ses défis à relever, et des niveaux de développement différents. Il n'y a rien de commun entre le Sénégal, la Côte d'Ivoire d'une part, et la Centrafrique d'autre part.

**Marie-Roger Biloa, présidente, The Africa International Media Group**

Madame Guigou, il paraît que c'est fini. Je voudrais encore donner une minute à chacun peut-être, si vous le permettez.

**Elisabeth Guigou, présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale**

D'accord. Il faut faire des efforts des deux côtés.

**Mohamed Laichoubi, ancien ministre du Travail et de la Protection sociale d'Algérie**

Je voudrais vous remercier. J'estime que le débat était extrêmement intéressant. On a senti, à travers les intervenants, qu'il y avait plusieurs approches, mais qu'on commençait à voir le bout du tunnel, c'est-à-dire une vision qui commençait à s'engranger sur la notion de partenariat. On a vu la Chine, qui a obtenu des succès extrêmement intéressants et qui a fait un choix d'investissements structurants et qui a rencontré, il faut le rappeler, une initiative africaine, qui est celle du NEPAD, c'est-à-dire un plan global, où il faut privilégier les infrastructures et les assises du développement. Il est incontestable que cela a donné des résultats. On a aussi senti des frémissements certains dans les différentes approches européennes, notamment celles de la France, de la Grande-Bretagne, pour ce citer que ces deux pays, qui commencent à envisager la démarche de façon différente.

La première conclusion à tirer en commun est que ce type de débat, qui concerne l'Afrique, concerne toutes les régions du monde, et le problème des relations internationales. Y greffer tout de suite ce qu'a évoqué Madame Guigou, c'est cette démarche politique dans le règlement des litiges dans les relations internationales. Au lieu de privilégier – souvenez-vous que cela a fleuri – l'ingérence, l'idéologie de l'ingérence politique ou autre, on vient au traitement politique en sachant que cela peut avoir des effets catastrophiques d'envisager tout de suite. Pourquoi le Sahel ? Le Sahel nous démontre tout ce qu'on a vu. Il faut peut-être rappeler deux ou trois éléments, ce que je me permettrai de faire. Regardez rapidement le Sahel, le Mali. J'y ai travaillé longtemps. Trente à quarante ans de famine terrible. C'est maintenant qu'on commence à envisager les solutions de façon différente.

Le deuxième élément est un chiffre. Les Etats-Unis, quand ils envisagent leur profondeur stratégique, mettent 21 % à 22% de leur capacité d'investissement dans leur profondeur stratégique, c'est-à-dire en Amérique latine. Le Japon, dans sa sphère, met 26 % ; l'Europe met 2 %. Et donc, il est extrêmement intéressant que le débat maintenant s'oriente de façon plus utile, et c'est la raison de mon intervention avec l'interruption de notre chère Présidente.

**Michel Foucher, titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales (FMSH-ENS)**

Monsieur l'Ambassadeur, quelle est la contribution actuelle concrète de la Chine à la résolution des conflits, au-delà du commerce et de votre soutien aux initiatives françaises aux Nations Unies ? Monsieur l'Ambassadeur, y a-t-il actuellement au Maroc une réflexion sur le retour du Royaume à l'Union africaine ?

**Wu Jianmin, vice-président exécutif du China Institute for Innovation and Development Strategy**

La contribution de la Chine à la résolution des conflits se traduit surtout par l'envoi des forces de maintien de la paix. Parmi les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, en termes d'envoi de troupes, la Chine occupe la première place. Ensuite, puisque la Chine est en bons termes avec tous les pays africains, nous faisons de notre mieux pour persuader les pays en conflit d'arriver à une solution diplomatique. C'est le cas entre les deux Soudans. La Chine a joué le rôle nécessaire – bien sûr, nous ne sommes pas les seuls à le faire, les autres aussi. A mon avis, le continent est en train de monter en puissance ; c'est une bonne nouvelle pour tout le monde. S'il y a des conflits, il faut que tout le monde contribue à la solution, et la Chine fait sa part. Peut-être dans l'avenir, nous pourrions faire plus. Merci.

**Youssef Amrani, chargé de mission, Cabinet Royal, Maroc**

Rapidement, pour le Maroc en tout cas, l'Afrique est une priorité en politique étrangère sous l'impulsion de Sa Majesté Mohammed VI. Nous sommes le deuxième investisseur en Afrique après l'Afrique du Sud, nous sommes le plus important contributeur en matière de forces de maintien de la paix en Afrique. Naturellement nous très présents en Afrique et nous sommes membres observateurs dans plusieurs organisations régionales africaines. Pour nous, l'Afrique a une importance particulière en raison de nos liens historiques et spirituels avec notre Continent d'appartenance. Concernant le retour du Maroc à l'Union africaine, ce n'est pas à l'ordre du jour pour des raisons que vous connaissez. Cela ne nous a pas empêcher de consolider nos partenariats stratégiques avec plusieurs pays africains.